



DEVELOPMENT EMERGENCY MODALITY

Joint Programme 2022 Annual Progress Report

-

Cover Page

UNCT/MCO: Gabon

Reporting Period: 1 January - 31 December 2022

JP title: Strengthening Productivity and Resilience of Youth and Women in Gabon

Thematic SDG Areas: Food systems transformation; Decent jobs & universal social protection; Transforming education;

PUNOS: FAO, UNDP

Stakeholder partner: National Government; Civil Society Organizations;

Gender Marker: Gender-sensitive (for example, the JP acknowledged and aimed to address gender to enhance the policy/programme, such as undertaking gender analysis to ensure policies/programmes do no harm)

Resident Coordinator Name: Ammassari, Savina

Resident Coordinator Email: savina.ammassari@un.org

Annual Progress

Overall JP self-assessment of 2022 progress:

On-track (expected annual results-achieved)

Overall Progress

Les bénéficiaires directs du projet sont :

- 500 ménages ruraux de Bitam composés uniquement de personnes vulnérables ;
- Plus de 70 détenus de la Prison centrale d'Oyem ;
- 150 élèves des classes de Terminale, première et de seconde scientifiques du Lycée d'État d'Oyem regroupés dans la coopérative dudit établissement.

Actuellement, 16 000 vivo plants de bananiers sont en sevrage sous ombrière à Bitam, 200 lapins sont en élevage dans la totalité de 18 sites, 60 planches de microbouturage sont en production pour le développement des parcs à bois et près de 80 planches de maraîchage (1,20 m de largeur sur 10 m de longueur) à Oyem. Plus spécifiquement, la production réalisée se présente ainsi qu'il suit :

Pour la production de plants sains de bananier, le maraîchage, le microbouturage et le vivrier, il y'a :

- Seize (16) germoirs d'une production de 16000 vivo plants ;
 - Seize (16) ombrières aménagées dans les sites de formation du département du Ntem ;
 - Seize (16) pépinières de microbouturage aménagées en attente de repiquage dans les parcs à bois ;
 - Deux (2) sites de maraîchage d'une capacité de 80 planches pour les spéculations à cycle court (amarante, tomate, laitue, aubergine blanche et violette, choux, etc.) ;
 - 25000 têtes d'ananas sont en cours de production sur le site de la prison et une bananeraie de 400 pieds sur le site du Lycée ;
- Pour la cuniculture : 20 clapiers d'une capacité de 10 lapins chacun, soit 200 lapins introduits dans les activités d'élevage des départements du Ntem (Bitam) et du Woleu (Oyem).

Par ailleurs, le renforcement des capacités des bénéficiaires dans la méthode des Plants issus de Fragments de Tiges a permis l'amélioration durable de la productivité et de la compétitivité dans les filières banane et manioc à travers la production des semences en quantité et en qualité.

En termes d'effets multiplicateurs, le projet a créé l'émulation chez les bénéficiaires. Ainsi, dix (10) nouveaux clapiers et germoirs sont actuellement en construction par les bénéficiaires dans les villages d'Okok, Ebang Essandone, Oveng Essandone, Niabome.

En matière de résultats concrets, 50 mis-bas dans la totalité des sites, près de 30 gestations en cours pour le mois de février en ce qui concerne les lapins, deux champs communautaires en aménagement (Akam-si, Meyo-kyé) trois sites de maraîchages sont en production vente (Nkolmessas, Prison et Lycée).

Par ailleurs, le projet a contribué à la diversification des activités génératrices de revenus de 70 détenus de la Prison Centrale d'Oyem à travers l'introduction de la cuniculture. Ce projet participe à la création d'un tissu économique autour de la chaîne de valeur de la viande de lapin et à la valorisation de l'expertise et de la production des détenus en vue de leur réinsertion socio-professionnelle.

Le projet a également mobilisé l'expertise locale des services décentralisés de l'élevage et de l'agriculture pour faciliter l'appropriation, le suivi et la mise en œuvre des activités sur le terrain, même après la clôture des activités. Pour les groupes de bénéficiaires vulnérables, cela représente un avantage significatif car l'appui-conseil de proximité est un facteur de réussite dans la conduite de leurs activités.

Il faut souligner que l'approche du Champs École Paysan utilisée, au niveau rural a favorisé le partage d'informations, d'expériences, l'entraide et le travail en équipe pour pallier certaines difficultés techniques. Elle a renforcé la capacité d'autonomisation et de prise en charge des actions au niveau communautaire.

A la lumière de ces succès, le Gouvernement a récemment sollicité de la FAO pour la mise à l'échelle de ce projet, dans l'ensemble des provinces du pays.

SDG Acceleration progress towards the SDGs, focusing on the main SDG targets

-Les résultats permettront d'approvisionner les marchés locaux en viande de lapin de bonne qualité, riche et nutritive afin de contribuer à la mise en place d'une agriculture performante et résiliente (cible ODD 2.4) ;

-Renforcement de la productivité agricole des petits exploitants ruraux, notamment les femmes et les jeunes par la mise à disposition des intrants (semences et élevage) de qualité, des équipements, du petit outillage agricole et l'appui-conseil pour contribuer à l'accélérateur (cible ODD 2.3).

-Inclusion de plusieurs groupes vulnérables, notamment les détenus de la Prison Centrale d'Oyem, des personnes vivants avec un handicap et infectées par le VIH/SIDA pour s'aligner aux principes de protection sociale (cible ODD 1.3) en ne laissant personne de côté. Ces groupes bénéficient de formations techniques adaptées et de dotations en intrants agricoles et d'élevage. Cette action contribue au programme gouvernemental consistant à faire de la pratique des activités agricoles en milieu carcéral un vecteur de réinsertion sociale des détenus. Aussi, cette action vise également à réduire la discrimination et la délinquance juvénile en milieu rural.

-Promotion des principes de l'égalité des sexes dans le ciblage des bénéficiaires. Dans son exécution, le projet a veillé à l'égalité participation des jeunes filles et des garçons des lycées aux activités (cible ODD 5.5). Par ailleurs, le projet contribue à la politique d'égalité du Gabon, notamment le Programme gouvernemental Gabon Egalite qui ambitionne d'éliminer toutes les formes de violences à l'égard des femmes.

-Promotion du plein-emploi productif et un travail décent pour tous (ODD 8). Le projet a renforcé les capacités de 75% de jeunes identifiés et a créé 1000 d'emplois directs et décents, notamment dans les zones rurales. Grâce à la chaîne de valeur de la viande de lapin qui se met en place progressivement et à l'appui-conseil y attaché, plusieurs jeunes développeront des activités génératrices de revenu et participer à la vie économique dans leur localité. A court et à moyen terme, le projet conjoint pourra ainsi contribuer à la réduction du chômage dans les localités impactées.

-Renforcement de la résilience et des capacités d'adaptation des communautés locales dans un contexte d'urgence (cible ODD 13.1 ; 13.b). Les communautés ont amélioré leurs pratiques d'élevage, amélioré leur nutrition et généré des nouveaux revenus grâce à l'appui apporté par le projet. Grâce au projet, ces derniers ont pu appréhender l'élevage d'une autre espèce animale dont la production est immédiate et adaptée aux conditions locales. Le projet conjoint a mis l'accent sur la pratique d'une agriculture durable sans l'utilisation d'engrais chimiques pour préserver l'environnement des cultures et les écosystèmes terrestres (ODD 15). Par exemple, l'amendement des sols pour l'aménagement des planches de maraîchage a été fait avec de l'engrais organique (fiente de poule : un composé d'excréments de poule et de copeaux de bois). En ce sens, le projet a participé à la lutte contre l'utilisation des pesticides dangereux. De plus, les bénéficiaires ont été éduqués sur la nécessité d'un système intégré qui combine certains extrants d'élevage de lapins, notamment les urines et les excréments pour fertiliser les plantes.

Constraints that were encountered and any adjustments that were made to strengthen the relevance and effectiveness of the JP and the coherence and coordination of UN system support.

La première contrainte a été le délai d'exécution des activités au regard de la planification annuelle interne de la FAO (qui était déjà préparé et devait être adapté à ce nouveau projet). Pour résoudre ce problème, la FAO, avec l'appui du ministère de l'Agriculture, a engagé des personnes ressources locales dans les deux départements impactés, notamment les fonctionnaires de l'administration décentralisée de l'agriculture et de l'élevage. Ceci a permis de réduire les déplacements sur le terrain, d'assurer un appui-conseil de proximité constant auprès des bénéficiaires et de faire un suivi régulier auprès des populations et d'obtenir des résultats de qualité. Il a également permis de raffermir les liens existants et de créer des synergies nouvelles avec toutes les parties prenantes, sources de création de valeur pour tous.

La deuxième contrainte était la courte durée du projet face au processus de passation de marchés de la FAO. Pour pallier cette difficulté, le Bureau a établi un partenariat avec la Coopérative Mevono, dont les capacités financières et la connaissance du terrain ont permis de préfinancer l'achat de certains équipements dans les délais du projet.

En outre le projet a connu des retards dans son démarrage dus aux processus administratifs internes des agences. Les leçons ont été tirées pour éviter que cela ne se reproduise.

Next steps, scaling and sustainability [up to half a page]

Le projet conjoint devait être clôturé le 31 décembre 2022 et une demande d'extension sans coût additionnel a été produite afin de finaliser les activités résiduelles, d'accompagner les bénéficiaires sur une durée plus importantes, et de mieux documenter l'impact du projet (un rapport additionnel est prévu après le rapport final), le projet étant considéré comme une bonne pratique.

Il est déjà accordé que les services décentralisés de l'agriculture et de l'élevage assureront le suivi auprès des bénéficiaires pour pérenniser les activités, après la fin du projet. L'effet multiplicateur de l'élevage de lapins permettra à d'autres populations d'en

bénéficiaire et de se positionner sur les segments de la chaîne de valeur. De même, la production de vivo plants de bananiers pourra alimenter d'autres initiatives dans le secteur par le circuit de la commercialisation et générera des revenus supplémentaires aux populations vulnérables vivant en zones rurales. En ce sens, les personnes-ressources préparent une sensibilisation ciblée à l'endroit des petits producteurs ruraux.

Par ailleurs, fort des succès du projet, le Gouvernement a récemment sollicité la FAO pour la mise à l'échelle de ce projet, dans l'ensemble des provinces du pays.

Strategic Partnerships and Communications

Explain how diverse stakeholders were engaged with the JP

Le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage en tant que partenaire principal de la FAO a été engagé dans la mise en œuvre du projet à travers ses services décentralisés, notamment dans le suivi et l'exécution des activités. La Direction de la Prison Centrale d'Oyem a également été impliquée en tant que bénéficiaire direct à travers l'appui aux détenus de cette institution. Enfin, la Coopérative MENVONO a été la structure contractante de la FAO pour le préfinancement des équipements.

Key meetings and events organized

JP steering committee/ programme board meeting	Strategic partners/ donors	Kick-off meeting event
---	-------------------------------	---------------------------

Priority Cross-cutting Issues

Cross-cutting results/issues

Le projet a dynamisé la sensibilisation des femmes, des jeunes et d'autres groupes vulnérables tels que les personnes vivant avec un handicap à participer pleinement à la vie communautaire afin de ne laisser personne de côté.

Une mission genre a été diligentée sur le terrain pour s'assurer de l'effectivité de la prise en compte des spécificités liées à la participation des femmes, jeunes et des personnes vivant avec un handicap à l'ensemble du processus des formations théoriques et pratiques. Ainsi, on enregistre, 85% de bénéficiaires jeunes dans les sites d'Oyem (Lycée et Prison), 100% de femmes pratiquent le maraîchage au premier site situé à l'intérieur de la prison, la gestion quotidienne des élevages de lapins est assurée par les femmes à 90%, le suivi des germoirs et le microbouturage impliquent la participation des jeunes à près de 60%.

Le projet a procédé au renforcement des capacités des parties prenantes pour la formulation de cadres politiques, juridiques, réglementaires et programmatiques inclusifs pour des systèmes alimentaires durables et résilients. Les bénéficiaires pourraient servir de relais dans l'élaboration des cadres formels d'organisation du monde rural agricole, la structuration des groupements d'acteurs ruraux pour établir des partenariats solides avec différents bailleurs.

Par ailleurs, le projet en partenariat avec le ministère de l'agriculture a recensé les différentes coopératives agricoles de la province, en parallèle du Recensement Général de l'Agriculture qui est en cours avec l'appui technique de la FAO. Il a été constaté que ces groupements ne constituaient pas de réelles coopératives agricoles. Le projet a organisé des campagnes de sensibilisation auprès des parties prenantes pour aider à la structuration desdits groupements. La FAO entend continuer ce travail avec le concours du ministère de l'Agriculture afin que cette structuration soit un vecteur contribuant au développement des activités agricoles des localités bénéficiaires. Ce processus sera un outil d'aide à la prise de décision et de facilitation dans l'élaboration/révision des cadres politiques et réglementaires.

How did the JP apply the Gender Marker

The JP is Gender-sensitive (for example, the JP acknowledged and aimed to address gender to enhance the policy/programme, such as undertaking gender analysis to ensure policies/programmes do no harm). Evidence, data collection and analysis (e.g. gender assessments of programmes; policy briefs, costing for scale-up of social services); Policy dialogues, advocacy (e.g. direct inputs to national policies, strategies, laws, including women's and girls' rights groups in coordination mechanisms); Adaptation of existing

programmes (e.g. revision of eligibility criteria, removal of conditionalities);Capacity development (e.g. training of social workers, local governments, local communities);

JP address the below cross-cutting issues and principles of leaving no one behind

Human Rights	Persons with disabilities	Youth	Environmental and social standards
Yes	No	Yes	Yes

Contribution to enhancing SDG Financing

Drafted a bill, strategy, and/or approved a law increasing the fiscal space for the policy in focus	Produced financing, costing, diagnostic and feasibility analyses as a basis to invest or increase spending on the SDGs	Improved efficiency (cost savings) in the management of programmes/schemes	Improved effectiveness (value for money; i.e. social impact of \$1 spent) of spending	Drafted policies/regulatory frameworks or developed tools to incentivize private sector investment on the SDGs	Structured new financial instruments (public, private or blended) to leverage additional funding
No	No	No	No	No	No

How and in which area your JP contributed to enhancing SDG financing